

Discours  
Mairie Saint-Venant – Implantation établissement pénitentiaire  
Jeudi 26 mai 2011

---

Monsieur le député-maire, André Flajolet,  
Mesdames et messieurs les parlementaires,  
Monsieur le préfet,  
Madame le premier président,  
Monsieur le procureur général,  
Mesdames et messieurs les chefs de juridiction et magistrats,  
Messieurs les directeurs,  
Mesdames, Messieurs les maires,

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de m'accueillir à la mairie de Saint Venant, alors que votre territoire a été retenu pour l'implantation d'un nouvel établissement pénitentiaire. Votre très forte implication et votre engagement, Monsieur le député-maire, ont constitué un élément déterminant dans le choix de votre territoire. Cet engagement et la capacité de mobilisation de tous les acteurs locaux, et en particulier des élus locaux que je salue, sont des conditions indispensables à la réussite d'un tel projet, car l'implantation d'une prison est un choix qui demande de la détermination, et du courage aussi.

Je tiens à vous remercier pour cet enthousiasme, car ici plus qu'ailleurs, nous faisons face à une situation pénitentiaire difficile. L'établissement de Béthune souffre d'un surencombrement de 218%. Je viens de le visiter, il est en bout de course, vétuste et plus adapté aux enjeux. Chacun comprendra donc tous les enjeux liés à l'ouverture de ces 672 nouvelles places que je viens officialiser ici aujourd'hui. S'engager dans ce projet d'intérêt général, c'est aussi répondre aux fortes attentes de la population en matière d'aménagement du territoire et d'emplois : cela n'est pas anodin dans votre région, qui se mobilise pour redynamiser l'emploi local.

L'engagement du ministère de la Justice dans la région Nord va évidemment au-delà de ce seul établissement : la DISP de Lille est, en effet, la seconde de France en termes de surencombrement après la région Ile de France. C'est la raison pour laquelle, dans le cadre du futur programme immobilier que j'ai annoncé il y a

quelques semaines, outre Béthune, nous construirons un nouvel établissement sur le site de Loos d'une capacité de 762 places. J'ai bien conscience que cet effort important ne portera ses fruits qu'en 2018 ; mais d'autres avancées sur le plan immobilier vont, d'ores et déjà, intervenir dans la région. Dès juillet prochain, j'inaugurerai le nouveau centre pénitentiaire d'Annœullin, les premiers détenus sont attendus en juin : cet établissement de 688 places absorbera d'ici l'automne les détenus de Loos, qui sont au nombre de 530 aujourd'hui. Enfin, et il s'agit d'un équipement très attendu, la maison centrale de Vendin-le-Vieil ouvrira ses portes fin 2013 avec une capacité de 220 places

Je me réjouis que nous puissions œuvrer ensemble, acteurs locaux (élus, préfet, acteurs judiciaires) et Agence pour l'immobilier de la Justice. Cela est vrai dans votre région Nord mais cela l'est également sur l'ensemble du territoire national. Ces nouveaux établissements s'inscrivent, en effet, dans le programme plus large du ministère de la Justice pour la modernisation de notre parc pénitentiaire. Je veux souligner que le nouveau plan a pu être conçu avec pertinence grâce à un très fort engagement des élus locaux qui ont été reçus très souvent au ministère, de la concertation par des visites de terrain et des consultations avec les représentants du personnel : tout ceci fait que l'accueil qui lui a été réservé a été positif et je m'en réjouis.

Alors que le troisième plan pour l'immobilier pénitentiaire s'achève en 2012, nous nous engageons dès à présent dans ce nouveau programme pour poursuivre la rénovation du parc pénitentiaire : si bien qu'à l'horizon 2018, la moitié de nos établissements aura moins de 30 ans.

Depuis vingt ans, l'Etat s'est engagé dans une rénovation sans précédent des prisons – tant sur le plan immobilier que dans le fonctionnement des établissements, avec une accélération très nette ces dernières années, en particulier depuis l'adoption de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, par laquelle la France s'est dotée de nouvelles règles plus protectrices des droits des détenus et porteuses d'amélioration pour le travail des personnels.

L'immobilier ne fait pas tout, mais je veux dire que sans les infrastructures adaptées, ces nouvelles règles pénitentiaires ne peuvent prendre leur consistance. Que peut-être le droit à la dignité, si nous n'offrons pas des conditions de détention acceptables ? Que peut-être la réinsertion, si nos établissements ne disposent pas d'espace pour le travail des détenus, pour le maintien des liens familiaux etc. ?

L'isolement, le manque d'activité sont en effet des freins majeurs à la réinsertion et au maintien des liens sociaux – multipliant les risques de récidive.

En rénovant le parc pénitentiaire, en ouvrant des établissements modernes et adaptés, nous garantissons aux détenus une détention respectueuse de leur dignité ; nous permettons aux personnels pénitentiaires d'accomplir leurs missions, souvent délicates, dans les meilleures conditions. C'est l'engagement que nous avons pris pour le respect des règles pénitentiaires européennes, mais c'est aussi notre engagement pour que l'incarcération soit utile à la construction d'un projet de sortie.

Le nouveau programme nous permet de franchir un pas supplémentaire dans ce sens : avec la création de nouveaux « établissements à réinsertion active » (ERA), nous nous dotons d'un nouvel instrument pour lutter contre la récidive.

Je suis convaincu qu'il nous faut rompre avec la trop grande standardisation de nos prisons, pour mieux tenir compte du profil des détenus et multiplier leurs chances de réinsertion.

Grâce aux ERA, nous proposons des infrastructures plus adaptées aux détenus qui purgent de courtes peines ou manifestent une forte volonté de réinsertion :

- la sécurité y sera allégée, par rapport aux établissements classiques, afin de favoriser l'autonomie des détenus ;
- les espaces consacrés aux activités seront démultipliés afin d'offrir un haut niveau d'activités – que j'ai fixé à cinq heures par jour et par détenu ;
- la présence humaine au sein de ces établissements sera renforcée : car il est établi que les échanges avec les personnels – notamment les surveillants – sont souvent déterminants pour le maintien des liens sociaux ; ils constituent donc une chance de plus pour la réinsertion.

Dans un même esprit, j'ai également souhaité que nous développions les quartiers dits « nouveau concept ». 18 devraient ouvrir entre 2013 et 2017. Ces établissements de 90 places, au régime très ouvert, accueillent des détenus en fin de peine – tous en phase de préparation d'un projet de sortie.

J'ai placé l'exécution des peines ainsi que la prévention de la récidive au cœur de mon action et je voudrais souligner que c'est grâce à l'implication de tous les acteurs du terrain que cette politique peut porter pleinement ses fruits. Grâce à vous, mesdames et messieurs les magistrats, directeurs d'établissement, préfets, élus, les ambitions sont partagées et nous œuvrons ensemble pour une réponse adaptée aux besoins de la société. Ceci ne passe pas exclusivement par la détention : le niveau actuellement atteint en France avec près de 64 500 détenus, prouve au moins deux choses : qu'il n'y a pas de laxisme dans l'exercice de la justice et qu'il nous faut diversifier les réponses apportées en matière de sanction pénale. En clair, il faut parallèlement à ce vaste chantier de modernisation et de progression du parc pénitentiaire, savoir aménager les peines pour maintenir en détention les personnes qui en relèvent vraiment et développer des politiques de prévention qui éviteront les passages à l'acte et l'incarcération.

Dans cette optique, je souhaite donc développer les placements sous bracelets électronique : j'ai réuni cette semaine les procureurs généraux et les procureurs afin de les sensibiliser, entre autres questions, à une augmentation du placement sous bracelet et aux SEFIP. Des objectifs chiffrés ont été donnés pour cette année que tous les acteurs doivent s'attacher à atteindre, cela doit contribuer à une politique équilibrée dans ce domaine.

Parallèlement, je vais développer les alternatives pénales avec l'accroissement du travail d'intérêt général ; avec les acteurs associatifs, les collectivités locales, les établissements publics, je souhaite multiplier les conventionnements afin d'augmenter l'offre dans ce domaine, et ainsi offrir aux magistrats des champs de collaboration qui permettent de jouer sur les questions relatives à la réparation et à la prévention. Je réunirai le 14 juin, à l'occasion d'une journée nationale consacrée aux TIG, l'ensemble des acteurs à la chancellerie et espère mobiliser les associations

d'élus pour créer des partenariats dans ce domaine. Messieurs et mesdames les maires présents ici, je vous sais sensibles à cette question, autant que moi en tant qu'élus local depuis plus de trente ans et j'espère pouvoir aussi compter sur votre engagement pour apporter des offres de chantiers et d'actions.

L'œuvre de justice est une œuvre passionnante, difficile souvent, et toujours de longue haleine, qui ne peut réussir qu'avec la mobilisation de tous. Je sais pouvoir compter sur l'implication de chacun de vous, autour d'idées qui fédèrent, autour de projets qui suscitent l'adhésion pour la faire grandir et répondre aux attentes fortes de nos concitoyens.

Je vous remercie de votre attention.